

Communiqué

Course ouverte pour la loi sur le cinéma, une majorité favorable aux autres projets

À six semaines du scrutin fédéral du 15 mai 2022, la course est ouverte pour la nouvelle loi sur le cinéma (51 % de oui, 44 % de non). En revanche, la loi sur la transplantation et le projet de développement de l'acquis Schengen recueilleraient une majorité confortable, avec respectivement 61 % et 59 %.

Zurich, le 8 avril 2022 – 20 minutes et Tamedia viennent de réaliser sur leurs portails d'actualités la première vague du sondage, tous titres confondus, organisé en prélude aux votations fédérales du 15 mai 2022. Les 4 et 5 avril, 10 915 personnes de toute la Suisse ont participé à ce sondage en ligne, dont la marge d'erreur est de 1,5 point de pourcentage.

La loi sur le cinéma au coude-à-coude

La nouvelle loi sur le cinéma ne recueille encore aucune nette majorité. Si les votations avaient lieu aujourd'hui, 44 % des votant-e-s rejetteraient l'initiative, mais 51 % seraient favorables au projet, étant précisé que 5 % ne se prononcent pas encore. Actuellement, le projet est rejeté par les sympathisant-e-s de l'UDP et du PLR. D'un autre côté, il est soutenu en Suisse romande, par la population urbaine et par les plus âgé-e-s.

L'argument le plus souvent cité par les défenseur-euse-s de l'initiative est que les recettes des plateformes de streaming et des chaînes de télévision partent à l'étranger, et qu'une partie devrait être investie en Suisse. Environ un quart est d'avis qu'un quota de films européens apporterait davantage de diversité, et contrerait la position dominante des productions américaines dans la grille des programmes des plateformes de streaming. Les opposant-e-s, quant à eux/elles, soutiennent que le cinéma suisse est déjà aidé à hauteur d'environ 150 millions de francs, et qu'il n'est pas nécessaire de créer un nouvel impôt caché sur la culture. Par ailleurs, dans le camp des opposant-e-s, près d'un tiers d'entre eux/elles estime que le coût des abonnements augmentera, car les plateformes de streaming répercuteront cette redevance supplémentaire sur les consommateur-ice-s.

Une majorité en faveur de la nouvelle loi sur la transplantation

Actuellement, 61 % approuveraient la loi sur la transplantation, tandis que 37 % la rejetteraient. 2 % des sondé-e-s ne se prononcent pas sur leurs intentions de vote. Le projet recueille actuellement des majorités partout, sauf parmi les sympathisant-e-s de l'UDP, qui rejettent la loi. En fonction des régions linguistiques, on remarque que le projet recueille une forte approbation en Suisse romande et au Tessin, et qu'il suscite davantage de scepticisme en Suisse alémanique. Fait intéressant, le taux d'approbation est le plus élevé chez les jeunes.

La majorité des défenseur-euse-s estiment que les personnes malades auraient plus de chances de recevoir un organe sain, car le principe du consentement présumé permettrait d'augmenter le nombre de donneur-se-s. Un quart pense qu'avec ce projet, le droit de refus resterait préservé. D'un autre côté, les opposant-e-s argumentent que mettre à mal activement l'intégrité physique n'est pas éthique, voire est contraire la Constitution. Près d'un quart des opposant-e-s s'exprime en faveur d'un modèle explicatif, selon lequel les gens seraient régulièrement invités à réfléchir au don d'organes, le consentement explicite restant toutefois obligatoire.

L'augmentation de la contribution à Frontex, soutenue par une majorité

Le troisième projet soumis à votation concerne le développement de l'acquis Schengen (Frontex). À l'heure actuelle, 59 % des votant-e-s l'approuvent, 33 % y sont hostiles, et 8 % ne donnent encore aucune indication quant à leurs intentions de vote. Comparativement, en particulier les femmes et les jeunes semblent ne pas avoir trop réfléchi au contenu du projet – ce qui se reflète dans la part relativement élevée d'indécis-es. À l'heure actuelle, seul-e-s les sympathisant-e-s de l'UDP se prononcent clairement contre cet élargissement (40 % de oui).

Les défenseur-euse-s argumentent qu'une meilleure protection des frontières extérieures de l'UE va dans l'intérêt de la Suisse, car elle assure la sécurité et la liberté du pays. Les opposant-e-s au projet estiment que Frontex ne dissuade pas suffisamment les migrant-e-s, et qu'il serait plus avisé d'investir les 47 millions de francs supplémentaires dans la protection de la frontière suisse. Près de deux votant-e-s sur dix pensent que la rétention des moyens permettrait d'indiquer à l'UE que les lignes directrices de Frontex doivent passer de la dissuasion et de la violence aux droits de l'Homme et à la solidarité.

Des sondages approfondis

Les sondages 20 minutes/Tamedia en vue des votations sont réalisés en collaboration avec LeeWas. Ils modélisent les données du sondage en fonction de variables démographiques, géographiques et politiques afin que l'échantillon corresponde à la structure des votants. La plausibilité des réponses est vérifiée selon une méthode en plusieurs étapes. En règle générale, environ 15% des participations ne sont pas prises en compte à titre de précaution en raison de la présence d'un ou de plusieurs facteurs d'alerte. Les résultats sont aussitôt analysés pour que les quotidiens et les plateformes de News de Tamedia et de 20 minutes puissent s'appuyer sur eux afin de rédiger rapidement des articles rigoureux. De plus amples informations ainsi que le rapport détaillé relatif au sondage peuvent être consultés sur le site tamedia.ch

Médias participants

Suisse romande: 20 minutes, 24 heures, Tribune de Genève, lematin.ch et Le Matin Dimanche;
Suisse alémanique: 20 Minuten, BZ Berner Zeitung, Der Bund, Tages-Anzeiger, Basler Zeitung, SonntagsZeitung et ZRZ Zürcher Regionalzeitungen;
Tessin: 20 minuti

Contact

Eliane Loum, Responsable de la Communication 20 Minuten / 20 minutes
+41 44 248 41 34, eliane.loum@20minuten.ch

À propos de 20 minutes

Lancé fin 1999, initialement pour un groupe cible jeune et urbain de la région de Zurich, le journal pendulaire 20 minutes s'étend par la suite en Suisse alémanique, en Suisse romande et dans le Tessin. Il devient le titre média suisse bénéficiant du plus fort taux de pénétration. Dans huit éditions locales, imprimées cinq fois par semaine et disponibles 24h/24 en format numérique, 20 minutes informe et distrait en trois langues par des contenus ayant trait à la politique, à l'économie, au sport et au divertissement. Sur les canaux numériques, 20 minutes propose également des images animées, des formats audio, de la radio et des technologies d'avenir. 20 minutes fait partie de TX Group et rassemble 20 Minuten, 20 minutes, 20 minuti, 20 Minuten Friday, 20 Minuten Radio, lematin.ch, Encore et des participations à l'étranger (L'Essentiel au Luxembourg et Heute en Autriche).
www.20minutes.ch

À propos de Tamedia

Tamedia est active dans le monde des médias depuis 1893. Entreprise de presse d'envergure nationale, Tamedia emploie 1400 personnes en Suisse alémanique et en Suisse romande et comprend un réseau rédactionnel de première importance. Les quotidiens et hebdomadaires, revues et plateformes d'information de Tamedia sont solidement ancrés sur le plan local tout en travaillant en réseau sur le plan international. Ils assurent la diffusion de l'information et offrent des repères ainsi que du divertissement. Tamedia compte parmi ses marques des médias réputés comme par exemple 24 heures, Basler Zeitung, Bilan, BZ Berner Zeitung, Das Magazin, Der Bund, Finanz und Wirtschaft, Le Matin Dimanche, Schweizer Familie, SonntagsZeitung, Tages-Anzeiger, Tribune de Genève et les journaux régionaux zurichois (ZRZ). Son portefeuille comprend également les trois plus grands centres d'impression de journaux de Suisse. Tamedia est une entreprise de TX Group.
www.tamedia.ch